Conférence de presse sur l’évolution de l’économie nationale

en 2016 et ses perspectives pour 2017

-------

**Quelques éléments de l’introduction de Monsieur Ahmed Lahlimi Alami,**

**Haut-Commissaire au Plan**

**à la présentation du Budget Economique Prévisionnel 2017**

**- Casablanca, le 17 janvier 2017 -**

**Aperçu sur l’évolution de l’économie nationale**

**en 2016 et ses perspectives pour 2017**

**Le secteur primaire** aurait été marqué, comme prévu, par les effets d’un déficit pluviométrique sévère subi, en particulier, par les céréales et légumineuses et d’une épidémie saisonnière de la grippe aviaire sur l’aviculture, au cours de la campagne 2015-2016. Il aurait cependant bénéficié de la bonne orientation des productions arboricoles, maraichères et industrielles et de la résilience du secteur de l’élevage, dans le contexte d’un vaste programme de soutien par les pouvoirs publics, aux facteurs de production et aux revenus des agriculteurs. Avec un bon comportement de la pêche, le secteur primaire aurait terminé l’année avec une baisse de 9,8% de sa valeur ajoutée et une contribution de -1,3% au PIB national.

**L’activité hors agriculture** se serait, en 2016, inscrite dans un régime de croissance faible avec la décélération du rythme de croissance du secteur secondaire et les performances modérées des activités tertiaires. A 2,2%, sa valeur ajoutée, en légère hausse par rapport à 1,8% en 2015, devrait cependant rester dans les limites de sa croissance moyenne annuelle depuis 2013, mais largement en deçà des 4,2% des années 2008-2012. Une faible performance due, en particulier, au ralentissement à 1,9% de croissance du secteur secondaire et à la faible reprise à 2,3% des activités tertiaires.

**La croissance du PIB** serait, compte tenu de l’évolution de 6,6% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, de 1,1% et l’inflation de 1,7%.

**En 2017**, les prévisions d’un retour à une production moyenne de la céréaliculture et d’une consolidation de la productivité des autres cultures, de l’élevage et de la pêche maritime, le secteur primaire créerait une valeur ajoutée en hausse de 9,7%, portant sa contribution à 1,2% au PIB prévisionnel de cette année.

La valeur ajoutée non agricole, de son côté, s’améliorerait à 2,4% sous l’effet d’une hausse à 2,5% du rythme de croissance du secteur secondaire et de la consolidation à 2,4% de celui du secteur tertiaire confirmant la légère reprise amorcée depuis 2015.

Au total, l’économie nationale terminerait l’année 2017 avec une croissance de 3,6% et l’inflation en hausse à 2,1%.

La double évolution de la situation économique estimée pour 2016 et celle prévue pour 2017, devrait reproduire ainsi, l’une et l’autre, la dépendance de notre offre agricole des conditions climatiques et, comme le montre le tableau ci-joint, la tendance persistante du ralentissement que manifesterait la croissance de l’ensemble des activités non agricoles, aussi bien celles du secteur secondaire que celles du secteur tertiaire.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Evolution de la valeur ajoutée sectorielle et du PIB national** | | | | | | | | | |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | **Moyenne** | |
|  | **2008** | **2009** | **2010** | **2011** | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** | **2017** | **2008-2011** | **2012-2017** |
| **VA Primaire** | 18,6 | 23,9 | 1,1 | 6,7 | -7,8 | 17,8 | -2,3 | 13,0 | -9,8 | 9,7 | 12,6 | 3,4 |
| **VA Secondaire** | 5,9 | -6,6 | 10,2 | 6,3 | 0,8 | 0,6 | 3,1 | 2,8 | 1,9 | 2,5 | 4,0 | 1,9 |
| **VA tertiaire** | 4,4 | 3,7 | 2,9 | 6,2 | 6,3 | 1,9 | 2,3 | 1,2 | 2,3 | 2,4 | 4,3 | 2,7 |
| **PIB en volume** | **5,9** | **4,2** | **3,8** | **5,2** | **3,0** | **4,5** | **2,6** | **4,5** | **1,1** | **3,6** | **4,8** | **3,2** |

**S’inscrivant dans le sillage de cette double évolution, les années 2016 et 2017 reconfirmeraient le profil identitaire du modèle national de croissance tirée par la demande intérieure et pénalisé par une demande extérieure structurellement négative.**

Avec une progression plutôt modérée à 2,3% en 2016 et 3,1% en 2017 de la consommation finale nationale et une forte reprise à 7% en 2016 puis à 4,6% de l’investissement[[1]](#footnote-1), la demande intérieure devrait successivement contribuer de 3,9 points en 2016 et 2017 à la croissance économique, rejoignant son niveau d’avant 2014.

La demande extérieure nette devrait, en revanche, renouer avec sa contribution négative à la croissance des années 2008-2011. En rupture avec les deux années 2014-2015 où elle était positive de l’ordre de 2,4 points en moyenne, la contribution à la croissance de la demande extérieure redeviendrait négative à 2,8 points en 2016 et à 0,3 point en 2017.

Il s’agit là de l’un des indicateurs phare de la vulnérabilité de notre modèle de croissance qui renvoie à la question de fond que le Maroc devrait résoudre, celle de la faible compétitivité de son tissu productif porteuse de menaces sur la soutenabilité de la croissance et la solvabilité financière du pays.

**Financement de l’économie nationale**

Les échanges extérieurs de biens et services connaitraient un déficit structurel de 100 milliards de DH en 2016 au lieu de 60 milliards en 2007, respectivement de l’ordre de 10% et de 9,3% du PIB. Le déficit commercial des biens à l’exclusion des services aurait été de près de 180 milliards de DH en 2016.

La demande extérieure nette aurait ainsi été respectivement de -10 % et de -9,6% du PIB en 2016 et 2017. Compte tenu des revenus nets de la propriété et des transferts du reste du monde représentant 6,3% du PIB en 2016 et 2017, ces 2 années devraient se terminer avec un besoin de financement, respectivement de 38,5 milliards de DH ou -3,8% du PIB et 35,8 milliards ou encore 3,4% du PIB.

Le recours à l’endettement extérieur devrait couvrir près de 58% de ce besoin de financement en 2016 et de 36% en 2017.

## Quelques observations en guise de conclusion :

***1ère observation :***

## Le pendant de la faible compétitivité de notre tissu productif se traduirait, en particulier, par le fort et croissant contenu en importations de notre demande intérieure, aussi bien que de la partie de l’offre nationale qui trouve son chemin à l’exportation.

S’agissant de la **consommation finale des ménages**, nous savons que l’amélioration du niveau de vie de larges franges de la population a permis leur accès à un nouveau modèle de consommation avec l’émergence, dans son segment non alimentaire, de nouveaux besoins de biens et services souvent satisfaits par des importations plus compétitives que l’offre nationale quand celle-ci existe. C’est ainsi que les importations de biens et services destinés aux ménages auraient occupé une part croissante dans la balance commerciale jusqu’à atteindre 20% des importations totales.

**L’investissement**, même en net ralentissement depuis 2010, serait de son côté, à l’origine d’une importation croissante de biens d’équipement dont la part dans les importations serait passée de 19% en 2011 à 29% en 2016. En d’autres termes, elle aurait représenté 40% de la formation brute du capital fixe en 2016, au lieu de 26% en 2012.

Il convient, par ailleurs, de relever à cet égard que le seul compartiment industriel des exportations aurait entrainé un volume d’importations en intrants intermédiaires d’un montant global de 25 milliards en 2015, au lieu de 12,7 milliards en 2011.

C’est dans ces conditions que la pénétration du marché domestique par les importations n’aurait cessé d’augmenter dans notre pays. Le taux de pénétration des importations se situerait à 34% aujourd’hui atteignant l’un des niveaux les plus élevés relevés dans les pays émergents, notamment parmi ceux qui réalisent un PIB autrement plus élevé que le nôtre.

***2ème observation :***

La consommation finale des ménages serait aujourd’hui difficilement compressible sans compromettre la nécessaire stabilité sociale. Rappelons-nous, à cet égard, que toutes les enquêtes sur le ressenti des populations montrent que le sentiment de vulnérabilité, voire de pauvreté, s’accroit avec l’amélioration des conditions de vie. Il est, à cet égard, significatif de constater que malgré la baisse du rythme de croissance du revenu brut disponible des ménages en volume entre les 2 périodes 2007-2010 et 2011-2015, la consommation finale des ménages en volume devait maintenir un taux de croissance de 5% durant la 1ère période et de 3,7% durant la 2ème période. Ceci éclaire d’un nouveau jour l’attachement des populations à préserver leur niveau de consommation et leur recours à l’endettement.

Aussi faut-il convenir que la consommation des ménages a vocation à préserver une tendance croissante à la hausse. Quel que soit l’effort que légitimement le pays devrait évoquer pour la limiter en vue d’accroitre l’épargne nationale, cet effort devrait s’exprimer dans une volonté collective issue d’un dialogue social institutionnalisé.

De son côté, l’effort d’investissement ne saurait se relâcher, comme cela a été le cas au cours des années 2013 et 2014, sans compromettre la croissance potentielle future de notre pays. L’étude conduite par le HCP sur le rendement du capital physique a mis en exergue le faible niveau de l’intensité capitalistique au Maroc, comparativement avec plusieurs pays émergents.

Si aujourd’hui on ne peut que relever le faible rendement de l’investissement, ce serait plutôt dans une meilleure gestion de ses programmes et leur allocation optimale sectorielle et technologique que le pays pourrait puiser les facteurs d’amélioration de la compétitivité du tissu productif national et de la croissance économique.

***3ème observation :***

L’encours de la dette publique globale du Maroc aurait connu une augmentation significative, au cours des dernières années, même si sa décélération serait nette en 2016 et 2017. Son volume global serait passé de 81,8% du PIB en 2016, après 59,4% en 2010 marquant un accroissement de plus de 22 points de pourcentage du PIB. Plus des deux tiers de l’accroissement moyen de cette dette proviendrait de la dette directe du Trésor. Celle-ci serait passée de 49% du PIB à 64,8%, au cours de la même période. Il convient, cependant, de souligner que 45% de cet accroissement de la dette publique globale s’expliquerait par l’accroissement qu’a connu, entre 2014 et 2016, la montée en puissance de l’endettement des établissements publics.

D’une façon générale, autant par son niveau par rapport au PIB que par les indicateurs de risque dont elle est assortie, elle ne susciterait aujourd’hui une réelle préoccupation. La vigilance devrait cependant être de rigueur, d’autant plus qu’aujourd’hui la dette extérieure des établissements publics aurait tendance à prendre le pas sur celle du Trésor et que l’environnement international décline de réelles menaces sur les coûts de financement de notre économie.

Au terme de ces observations, l’évolution de l’économie nationale au cours des années 2016 et 2017 serait restée dans l’équilibre bas de ses fondamentaux sans réaliser les performances nécessaires pour atteindre le niveau de création de richesses et de soutenabilité, à long terme, de son financement que requiert son accès à une émergence durable.

1. formation brute du capital fixe + variation de stocks [↑](#footnote-ref-1)